Les pauvres et les actifs : les enseignements des Comptes de développement individuel[*]

Mark Schreiner
Michael Sherraden
Margaret Clancy
Lissa Johnson
Jami Curley
Min Zhan
Sondra Beverly
Michal Grinstein-Weiss

1. Introduction[**]

La question de savoir comment aider les pauvres à s'enrichir est, en essence, une question de savoir comment les aider à constituer des actifs. La pauvreté est une trappe car des ressources sont nécessaires afin de produire des ressources. Les personnes pauvres doivent consommer la plupart des leurs ressources entrantes et ne peuvent donc pas épargner beaucoup. Avec des niveaux faibles d'épargne, leur revenu ne peut suffisamment augmenter afin de leur permettre de briser le cycle.

Echapper de la pauvreté requiert du capital, qu'il s'agisse du capital humain, physique, social ou financier. De nombreuses politiques menées aux Etats-Unis subventionnent l'accumulation d'actifs (Sherraden, 1991), parfois en vue de combattre la pauvreté. Par exemple, l'actif le plus important pour les pauvres est leur capital humain et la politique de subvention visant cet actif est l'éducation publique. Les déductions d'intérêt hypothécaire subventionnent la propriété de logements, le socle de la classe moyenne et le deuxième plus important actif pour les pauvres. Les prêts étudiants subventionnés (ainsi que les universités publiques) et les plans de retraite subventionnés constituent d'autres subventions visant l'accumulation d'actifs en vue de réduire la pauvreté. Le Homestead Act (Williams, 2003) et le G.I. Bill ont subventionné les créations d'actifs pour de nombreuses personnes pauvres.[1]

Cependant, la plupart des subventions visant l'accumulation d'actifs (*asset subsidies*) vont de manière disproportionnée aux non-pauvres puisqu'elles nécessitent, directement ou indirectement, la richesse. Ainsi, le financement local d'écoles place-t-il les meilleures écoles

---

[*] Texte traduit par David Gindis (Centre Walras).

[**] Nous remercions les fondations ayant financé l'Amercian Dream Demonstration (ADD) et en particulier : Ford Foundation, Charles Stewart Mott Foundation, F.B. Heron Foundation et Metropolitan Life Foundation. L'ADD a été mis en œuvre par The Corporation for Enterprise Development. Nous remercions également la Evaluation Advisory Board de l'ADD. Karen Edwards, Suzie Fragale et Anupama Jacob ont fourni un soutien managérial et éditorial toujours excellent. Nous sommes particulièrement reconnaissants envers les nombreuses organisations au sein de l'ADD ainsi qu'envers leur personnel IDA.
La version anglaise de cet article est tirée de Michael Sherraden et Lisa Morris (eds.), *Inclusion in the American Dream: Assets, Poverty and Public Policy*, New York: Oxford University Press.

[1] Note du traducteur : le Homestead Act (loi sur le domicile familial), signé par Lincoln en 1862, consistait en une distribution massive des terres publiques aux citoyens privés (environ 10% du territoire des Etats-Unis) ; le G. I. Bill (loi sur les droits des vétérans connue à l'origine sous le nom de Servicemen's Readjustment Act), signé par Roosevelt en 1944, établissait l'aide fédérale aux vétérans dans les domaines de l'hospitalisation, de l'achat de logements, de la constitution d'entreprises et surtout de l'éducation.

publiques dans les quartiers les plus aisés. De même, les comptes fiscalement avantagés pour la retraite lient les subventions au capital humain requis pour atteindre les tranches fiscales élevées. Enfin, l'endettement subventionné est relié à la richesse parce que les prêts ne peuvent financer qu'une partie d'un achat et parce que la richesse signale la solvabilité (*creditworthiness*).

Les avantages fiscaux visant l'accumulation d'actifs (tels les reports fiscaux pour les Comptes de retraite individuelle et les plans 401(k) ou les déductions d'impôt sur l'intérêt des prêts étudiants et l'intérêt hypothécaire) constituent des incitations faibles pour les personnes pauvres dans des tranches fiscales basses. De plus, les subventions les plus importantes s'appliquent aux prêts les plus importants. Les pauvres, qui vont à des universités moins chères et achètent des logements moins chers, reçoivent donc moins de subventions. Quelques soient les raisons derrière les pratiques administratives, de ciblages ou incitatives liant les subventions visant l'accumulation d'actifs à la richesses, au montants des prêts et des impôts, le système actuel inclut moins les pauvres que les non-pauvres.

Une nouvelle proposition de politique conçue pour favoriser l'accumulation d'actifs de la part des pauvres – les Comptes de développement individuel ou Individual Developement Accounts (IDAs) – ne requiert pas la richesse, les avantages fiscaux ou l'endettement. Tout retrait d'un IDA est « subventionné par équivalence » (*matched*) s'il vise l'achat d'un logement, des études post-secondaires ou le financement d'un travail indépendant. Les participants aux IDAs reçoivent également une éducation financière et du conseil de la part des personnels IDA.

Ce chapitre analyse l'accumulation d'actifs des personnes pauvres via les IDAs dans le cadre de l'American Dream Demonstration (ADD). Les résultats principaux sont :

- Les personnes pauvres parviennent à épargner et à accumuler des actifs via les IDAs. Le fait de savoir s'ils épargnent plus qu'ils n'auraient fait en l'absence des IDAs reste incertain toutefois.

- La perception de revenus ou de prestations sociales n'est pas liée aux dépôts nets dans les IDAs. Les plus pauvres épargnent une plus grande part de leur revenu que les moins pauvres. De plus, les membres de tous les groupes ethniques ont employé les IDAs bien que certains ont épargné plus que d'autres.

- Les caractéristiques institutionnelles comptent. Plus particulièrement, une plus grande éducation financière est associée à une épargne plus importante et des taux d'équivalence plus élevés sont associés à une plus grande probabilité d'épargner quelque chose mais, étant donné que quelque chose est épargné, à une épargne plus faible.

- Les IDAs de l'ADD étaient coûteux. Un programme ayant une structure différente et une autre gamme de services pourrait être utile si l'accès aux IDAs doit devenir universel et permanent.

Ce chapitre présente d'abord les IDAs et l'ADD et examine les théories sous-jacentes. Il discute ensuite les enseignements de l'ADD quant aux possibilités d'épargne des pauvres via les IDAs ainsi que les caractéristiques de ces épargnants, le fonctionnement des IDAs et les coûts des IDAs. La dernière section discute les principaux résultats du point de vue de la politique à suivre.

2. Les IDAs et l'ADD

Les Comptes de développement individuel (Individual Development Accounts ou IDAs) subventionnent l'accumulation d'actifs de la part des pauvres. Les IDAs diffèrent des Comptes de retraite individuelle (Individual Retirement Accounts ou IRAs)[2] ou des plans 401(k)[3] en ce sens que les IDAs :

- visent les pauvres plutôt que les non-pauvres ;
- fournissent des subventions par des mécanismes d'équivalence plutôt que par des avantages fiscaux ;
- requièrent une éducation financière.

Les IDAs découplent le mécanisme de subventions visant l'accumulation d'actifs de la richesse, du niveau d'imposition ou d'endettement. Avec les IDAs, les personnes ayant passé le « test de revenu » (*income test*)[4] peuvent déposer des ressources après impôts sur des comptes épargne rémunérés et assortis d'une assurance. Elles reçoivent des relevés de compte mensuels, une éducation financière et du conseil de part des personnels et des pairs. Les retraits bénéficient d'un apport équivalent s'ils sont destinés à l'achat d'un logement, aux études post-secondaires ou au travail indépendant. Certains programmes IDAs assurent également une équivalence s'il s'agit de travaux de réparation de logement, d'investissement sous forme de comptes retraite, de formation voire même de l'achat de voitures ou d'ordinateurs. Les autres retraits sont autorisés mais ne sont pas assortis d'une équivalence. Le financement complémentaire ainsi obtenu est versé directement au prestataire de service.

Dans la première proposition de IDAs, Sherraden (1991) appelait à la mise en place de comptes permanents, ouverts à la naissance et avec des subventions plus importantes pour les pauvres. Quelque soient les soldes ou les activités des pauvres, ces derniers ne seraient ainsi pas « avec » ou « sans » (*on or off*) les IDAs pas plus que les non-pauvres ne sont « avec » ou « sans » les IRAs. Les fonds couvrant les coûts des programmes et le financement complémentaire des équivalences pourraient provenir des sources publiques ou privées. En tant que moyen simple de subventionner l'épargne visant certains objectifs, les IDAs correspondent à un grand nombre de préoccupations de politique publique.

2.1. L'histoire intellectuelle des IDAs

Bien que l'économie du développement ait longtemps considéré que l'épargne était centrale à l'amélioration du bien-être sur la longue période, la politique publique aux Etats-Unis a négligé l'importance de l'épargne des pauvres (Sherraden, 1991). Les prestations sociales

---

[2] Note du traducteur : les IRAs, dont il existe trois grandes versions, sont des comptes d'épargne retraite individuelle (non disponible pour un couple mariés par exemple) ouverts auprès d'une banque, d'une société de courtage ou d'un fonds mutuel.

[3] Note du traducteur : les plans 401(k), établis par le gouvernement fédéral dès 1981, sont des plans de retraite financés par les employés dont les contributions sont déduites des fiches de paie dans une certaine limite et investies dans l'un des plans proposés par l'employeur ; ces montants ne sont pas imposables.

[4] Note du traducteur : tests établissant le droit de bénéficier de certains types d'instruments financiers (*eligibility*).

fournissaient juste un minimum de subsistance avec des transferts dont les niveaux et les formes ne permettaient pas à leurs bénéficiaires d'échapper à la spirale de la pauvreté.

En 1988, débute la prise en compte des pauvres dans les politiques subventionnant l'accumulation d'actifs. Ainsi, dans *The Safety Net as a Ladder* (*Le filet de sécurité en tant qu'échelle*), Friedman propose-t-il des changements dans l'assistance publique visant à encourager le développement au-delà de la simple subsistance. De même, *Starting Even* (*Débuter de manière égale*) de Haveman affirme que les « paiements de transfer sont nécessaires mais non suffisants » (p.149). Enfin, dans « Rethinking Social Policy: Towards Assets » (« Repenser la politique sociale : vers l'idée d'actifs »), Sherraden critique le paradigme de la subsistance et propose les IDAs en tant que pas vers un paradigme du développement.

Ce mouvement a pris de l'ampleur (Ackerman et Alstott, 1999 ; Conley, 1999 ; Oliver et Shapiro, 1995 ; Shapiro et Wolff, 2001) et a attiré des soutiens de directions variées. Bill Clinton – qui, en tant que gouverneur de l'Arkensas, a préfacé *The Safety Net as a Ladder* – a soutenu les IDAs dans sa campagne de 1992 et a proposé par la suite un vaste programme d'épargne financée par équivalence (*matched-savings*). Dans leurs campagnes de 2000, George W. Bush et Al Gore présentaient tous deux des plans d'IDAs d'une valeur d'un milliard de dollars. Actuellement, 37 états disposent d'une législation IDA et, au niveau national, la loi sur l'épargne des familles de travailleurs (Savings for Working Families Act) – si elle parvient à être adoptée – établirait le financement de quelques 300 000 comptes IDA. En dehors des Etats-Unis, le Canada s'intéresse aux IDAs et au Royaume-Uni, le Fonds de confiance en l'enfance (Child Trust Fund) établira un compte et un dépôt initial à chaque nouveau-né avec des dépôts plus importants pour les enfants de familles pauvres.

2.2. L'American Dream Demonstration

Le point focal des recherches sur les IDAs au Etats-Unis est constitué de l'American Dream Demonstration (ADD). L'ADD a fonctionné entre 1998 et 2001 grâce à des fonds privés et publics. Les données récoltées par l'ADD couvrent 2 353 participants à 14 programmes à travers des Etats-Unis. Schreiner *et al.* (2001) décrivent les programmes et les règles de ADD.

Les personnels du programme ont enregistré les dépôts et les retraits sur les IDA pour chaque participant et pour chaque mois entre l'ouverture de l'IDA et le dernier mois des dépôts pouvant bénéficier d'une équivalence. En plus des flux mensuels, les personnels ont enregistré les paramètres initiaux de la structure des comptes ainsi que les données démographiques et économiques des participants lors de l'ouverture et lors d'évènements marquants tels la sortie du programme ou la suivie de cours d'éducation financière.

L'ADD fournit ce qui pourrait bien être l'unique source de données à haute fréquence sur l'épargne financée par équivalence des pauvres. Les enregistrements des flux sont d'une précision inhabituelle, provenant des transcriptions des institutions de dépôt (*depository institutions*) et des identités comptables. Toutes les données ont été soigneusement recoupées.

Les données ADD sont d'une richesse rare mais elles ne peuvent pas apporter des réponses à toutes les questions. Par exemple, les données ne couvrent que les participants. Du point de vue de l'ADD, les participants sont à la fois auto-sélectionnés (ils font un choix d'adhérer fondé sur les gains nets espérés) et sélectionnés par le programme (la plupart des programmes ciblent les personnes de couleur, les *working poor* et/ou les femmes). Par conséquent, les

effets d'utilisation sont entremêlés avec les effets liés aux caractéristiques préexistantes corrélés avec la sélection. Sans une manière pertinente de savoir ce qui se serait passé en l'absence des IDAs, il n'existe aucune mesure de l'impact de leur utilisation (ni, d'ailleurs, de leur caractère approprié).

Etant donnés les fonds limités, l'ADD a fonctionné durant une courte période : il ne peut donc pas nous renseigner sur comment les épargnants pauvres se seraient comportés s'ils avaient eu un accès permanent aux IDAs. Or, si l'objectif consiste en une amélioration long terme du bien-être, si le patrimoine stimule le développement et si les IDAs augmentent l'accumulation d'actifs de la part des pauvres, alors un programme IDA permanent est probablement préférable à un programme limité dans le temps.

Sherraden (1991) fait l'hypothèse que l'épargne – des pauvres et des non-pauvres à la fois – ne dépend pas uniquement d'un choix rationnel mais dépend également des institutions. Cette étude relève l'effet des variations institutionnelles (telles que les taux d'équivalence, les plafonds d'équivalence et l'éducation financière) sur les variations des comportements d'épargne. Bien que les programmes établissent les règles avant l'adhésion, les règles dépendent en partie des anticipations de comportement des participants si bien que l'effet d'un biais endogène pouvant affecter les résultats concernant les caractéristiques institutionnelles est indéterminé.

Les données révèlent comment les participants à l'ADD ont épargné via les IDAs. Ceci n'est peut-être pas la question la plus élaborée mais une question qui est très importante, étant donné, surtout, que certains croient que les pauvres ne peuvent pas du tout épargner.

3. La théorie de l'épargne et les IDAs

Cette section revient sur les théories de l'épargne et de l'accumulation d'actifs et plus particulièrement sur comment la structure institutionnelle des IDAs reprend à son compte les enseignements de ces théories.

3.1. Epargne et accumulation d'actifs

Le *revenu* est défini en tant que flux entrant de ressources durant une période donnée. Les *actifs* sont les stocks de ressources à un moment donné. Les ressources, considérées soit comme des actifs soit comme des revenus, peuvent être *consommées* (modifiées en formes non utilisables) ou décalées dans le temps.

L'*épargne* est une augmentation des actifs (ou d'actif net) durant une période. La *désépargne* est une diminution des actifs. L'épargne est la non consommation de revenu alors que la désépargne en est la consommation.

L'*accumulation d'actifs* recouvre bien plus que les actifs financiers tels l'argent liquide ou les comptes en banques. L'actif le plus important de la plupart des individus – notamment des pauvres – est leur capital humain. Mais on peut posséder également des biens de consommation durables (logements, voitures, vêtements, meubles et autres appareils) et des biens de production durables (outils dans le cas d'un travail indépendant). De plus, nous utilisons le capital social (réseaux, normes et confiance) dans la production d'information et la

réduction des coûts de transaction afin d'amortir les chocs et de calmer les esprits. Sherraden (1991) présente une typologie des formes d'actifs ainsi que leurs rendements.

L'accumulation d'actifs est importante car des ressources sont requises afin de tirer un revenu de la production, d'équilibrer la consommation, d'amortir les chocs et d'effectuer des achats importants. En l'absence de transferts constants et massifs de la part du gouvernement, l'amélioration long terme du bien-être des individus passe par un accroissement de la capacité productive. Les actifs créant les actifs, échapper à la pauvreté requiert une accumulation d'actifs.

Au-delà des ces effets économiques de l'*utilisation* des ressources, Sherraden (1991) suggère que la *propriété* des ressources a des effets sains sur les pensées, les comportements, les buts poursuivis et le bien-être global. Les propriétaires d'actifs anticipent des rendements futurs favorables et cette anticipation est à l'origine d'un espoir qui change à son tour les sentiments, les croyances et les choix courants.

3.2. Trois théories de l'épargne et de l'accumulation d'actifs

Les théories de l'épargne adaptées aux IDAs sont les théories économique, socio-psychologique et behavioriste.

3.2.1. La théorie économique

La théorie économique fait l'hypothèse selon laquelle les individus cherchent à maximiser leur bien-être long terme sous un certain nombre de contraintes. Les agents, dont les préférences sont données, sont supposés tournés vers l'avenir (*forward-looking*) et rationnels. Les choix et la distribution de leurs conséquences probables sont connus et donnés. Les préférences sont les *deux ex machina* de causes inobservables qui poussent vers les résultats observés.

En ce qui concerne l'épargne et les pauvres, l'enseignement fondamental de la théorie économique est que ceux qui doivent consommer la plupart de leurs ressources entrantes ne peuvent réellement épargner. De plus, étant donné que la consommation marginale a une très grande valeur pour les individus à niveaux de consommation faibles, les pauvres paient plus (en termes d'utilité perdue) l'épargne. L'épargne courante (en termes de capital humain, d'actifs financiers, de réseaux sociaux et de biens de consommation ou de production durables) déterminant la production future et donc le revenu futur, la pauvreté peut être une trappe consacrant la faiblesse des actifs.

La théorie économique souligne également l'importance des indivisibilités. Certains actifs (tels les logements) impliquent des achats importants de type « tout ou rien ». Il est plus difficile d'épargner pour ce type de grosses opérations que pour des petits achats occasionnels.

Les taux d'équivalence des IDAs font référence aux notions de taux de rendement et de taille de rendement. Par exemple, le taux médian d'équivalence de l'ADD (2:1) parvient à rendre intéressante l'épargne pour les personnes pauvres malgré des coûts élevés en termes de consommation perdue. De plus, le taux d'équivalence change un niveau donné d'épargne en un niveau supérieur d'accumulation permettant peut-être l'acquisition d'un actif important.

3.2.2. Les théories socio-psychologiques

Ces théories – discutées en détail par Beverly et Sherraden (1999) – mettent l'accent sur le fait que les individus ne sont pas toujours rationnels et que la société façonne les préférences. Elles regardent derrière le *deux ex machina* des préférences dans leurs explications des objectifs liés à l'épargne et des anticipations.

Les théories socio-psychologiques affirment que les individus ne forment pas toujours eux-mêmes leurs objectifs et ne connaissent pas toujours les choix qui s'offrent à eux sans parler de toutes les conséquences possibles de ces choix. Ainsi, par exemple, les personnes voyant leur famille et leurs amis épargner ont-ils plus de chances de prendre en compte les possibilités que présente l'épargne (Lusardi, 2000). De même, les normes culturelles peuvent influer sur les objectifs de l'épargne.

Les normes sociales larges façonnent également les anticipations d'épargne. Les américains apprennent que Benjamin Franklin était sage et qu'il a enseigné qu'un penny épargné est un penny gagné (*a penny saved is a penny earned*). De nombreux japonais ont pris au pied de la lettre la recommandation de leur gouvernement qu'un cinquième du revenu devait être épargné (Bernheim, 1994). Aux Etats-Unis, la déduction de taux d'intérêt hypothécaire suggère qu'un logement est un bon investissement. De même, l'existence de plans 401(k) aux Etats-Unis signale non seulement que les travailleurs *peuvent* épargner mais aussi qu'ils *doivent* épargner.

La structure institutionnelle des IDAs repose sur la théorie socio-psychologique de plusieurs manières. Premièrement, l'existence des IDAs diffuse un message selon lequel les pauvres peuvent (et peut-être doivent) épargner. En particulier, le mécanisme du taux d'équivalence attire l'attention. Deuxièmement, les IDAs requièrent l'éducation financière : les individus ne sont pas supposés connaître les méthodes d'épargne ou les conséquences de l'épargne. Troisièmement, les programmes IDA font circuler l'information et le soutien social via les personnels et les pairs. Quatrièmement, la planification des retraits permet aux participants de construire des objectifs et de réfléchir aux conséquences de l'épargne. Enfin, les participants reçoivent des relevés mensuels leur rappelant les objectifs fixés et permettant la suivie des progrès accomplis.

3.2.3. La théorie behavioriste

Tout comme la théorie socio-psychologique, la théorie behavioriste relâche les hypothèses de la théorie économique. Le fait que les individus imposent à leurs ressources des systèmes mentaux de comptes est reconnu (Shefrin et Thaler, 1988). Par exemple, de petites aubaines – comme les gains à la loterie – peuvent donner lieu à des démonstrations ostentatoires. De même, certains peuvent être à l'aise avec l'endettement en vue de l'achat d'un logement ou d'une éducation universitaire tout en étant contre l'idée de passer par la dette pour les sorties au restaurant ou pour l'achat de cadeaux.

La théorie behavioriste reconnaît également que les individus savent qu'ils peuvent être leurs propres ennemis. Les individus se savent à la fois tournés vers le futur et myopes, tentés par la dépense immédiate tout en sachant que l'épargne peut améliorer leur sort sur la longue période. Ainsi, peuvent-ils créer leur propres récompenses et punitions mentales ou externes qui leur permettent d'épargner au lieu de dépenser (Thaler, 1994 ; Maital, 1986). Ils peuvent se créer des règles pratiques (et se sentir coupable lors d'une infraction) comme par exemple

le fait d'épargner le revenu de l'un de conjoints « en se payant soi-même d'abord » (*paying oneself first*). Les déductions faites automatiquement du salaire, probablement la contrainte auto-imposée la plus courante, empêchent les tentations quotidiennes.

Les IDAs servent la théorie behavioriste car ils facilitent l'engagement des individus envers l'épargne et la résistance à la tentation de la désépargne. Premièrement, les IDAs créent un nouveau compte mental destiné uniquement à l'épargne en vue de l'achat d'un logement (ou du financement d'une éducation universitaire ou d'un travail indépendant). L'existence d'un compte distinct permet aux participants de voir que le solde de leur IDA ne constitue pas une source d'« argent de poche » (Beverly *et al.*, 2003). Deuxièmement, l'expression du plafond d'équivalence (une limite) en termes de cible mensuelle d'épargne (un objectif) peut encourager les participants à établir des objectifs mensuels d'épargne. Troisièmement, les dépôts automatiques sur les IDAs peuvent freiner les tentations de dépense parce que l'argent ne peut plus « partir en fumée » (*burn a hole in one's pocket*). Enfin, l'obligation perçue d'épargne associée aux IDAs peut fournir une excuse socialement acceptable aux fondements de refus aux sollicitations des membres des réseaux sociaux d'appartenance (Chiteji et Hamilton, 2002).

4. Les pauvres parviennent-ils à épargner via les IDAs ?

L'ADD montre que les pauvres parviennent à épargner via les IDAs. Bien sûr, l'ADD ne fournit pas d'informations quant au fait de savoir si les pauvres ont plus épargné grâce aux IDAs relativement à une situation d'absence des IDAs.

4.1. La participation

L'inscription. L'ADD avait enregistré 2 343 participants (ligne Aa du Tableau 1). La durée moyenne de participation était de 26 mois (ligne Ac).

Les épargnants. Environ 53% des participants étaient définis en tant qu'épargnants car ils détenaient au moins 100 dollars en dépôts nets au dernier mois retracé dans les chiffres. *Les épargnants faibles* (47%) avaient réussi à épargner durant une certaine période mais leur retrait le plus important augmenté de l'équivalence n'avait jamais dépassé les 100 dollars.

4.2. Les résultats de l'épargne

Les dépôts bruts. Dans un mois moyen, le participant moyen a déposé 47,07 dollars (ligne Am).

Les retraits sans équivalence. Environ 67% des participants ont effectué des retraits sans équivalence (ligne Bp du Tableau 2). Le participant moyen appartenant à ce groupe a effectué 4,1 retraits sans équivalence de 127 dollars chacun en moyenne (ligne Bn). Dans l'ADD, le retrait moyen sans équivalence par participant (526 dollars, ligne Br) était presque égal au épargne net moyen (537 dollars, ligne Cd du Tableau 3). Etant donné le taux moyen d'équivalence de 1,78:1, les retraits sans équivalence représentent des équivalences potentielles perdues de l'ordre de 936 dollars. La taille et la fréquence inattendues des retraits sans équivalence malgré leur coût d'opportunité élevé soulignent la difficulté de l'accumulation d'actifs que rencontrent les pauvres y compris dans un contexte institutionnel

de soutien fourni par les IDAs. Mais cela souligne également l'importance, pour les pauvres, de la possibilité d'effectuer des retraits comme bon leur semble.

Les dépôts nets. Dans l'ADD, les dépôts nets moyens, correspondant aux dépôts bruts auxquels l'on soustrait les retraits sans équivalence et les excédents de solde au-delà du plafond d'équivalence, étaient de 537 dollars (avec 998 dollars pour les épargnants). Si l'ensemble des dépôts nets au dernier mois retracé dans les chiffres avait été utilisé pour des retraits avec équivalence (en fait, 63% avait déjà bénéficié de l'équivalence et le reste pouvait l'obtenir ou aurait pu être retiré sans équivalence), alors le participant moyen aurait accumulé 1 554 dollars via les IDAs (avec 2 886 dollars pour les épargnants).

Le dépôt net mensuel moyen. Le DNMM, étant entendu les dépôts nets divisés par le nombre de mois de participantion, était de 20,71 dollars (34,97 pour les épargnants). Avec un taux moyen d'équivalence de 1,78:1, le participant moyen a accumulé environ 58 dollars par mois soit environ 691 dollars par an (avec, pour les épargnants, 95 dollars et 1 137 dollars respectivement).

Les retraits avec équivalence. Environ 35% des participants ont effectué un retrait avec équivalence au dernier mois retracé dans les données (ligne De du Tableau 4). Pour ce groupe, la valeur moyenne d'un retrait avec équivalence était de 974 dollars (ligne Dg) et la valeur moyenne des retraits avec équivalence augmentés de l'équivalence était de 2 711 dollars (ligne Dj).

Les usages des équivalences. Le plus grand nombre (26%) des retraits avec équivalence était destiné à un projet de microentreprise. Viennent ensuite les travaux de réparation de logement (22%), l'éducation post-secondaire (21,5%), l'achat de logement (20,9%), la retraite (7%) et la formation professionnelle (2%). Sur les 34% des épargnants n'ayant pas effectué un retrait avec équivalence au dernier mois retracé dans les données, 55% visaient des projets d'achat de logement, 19% s'intéressaient à un projet de microentreprise et 16% avaient l'éducation en vue. Les 9% restants planifiaient une retraite des travaux au sein de leur logement ou une formation professionnelle.

La fréquence de dépôt. En moyenne, les participants ont effectué des dépôts dans 6 des 12 mois de chaque année (ligne Al du Tableau 1). Les personnels des programmes ont favorisé la régularité des dépôts du fait de la croyance que la course de l'épargne peut être gagnée à petits pas réguliers (*slow-and-steady wins the saving race*).

Le taux d'épargne. En moyenne, les dépôts nets dans les IDAs correspondaient à 1,5% du revenu lors de l'inscription. Pour l'ensemble des participants, le taux d'épargne a diminué avec la hausse du revenu. Comme nous le discutons ci-dessous, il se peut que les effets institutionnels des IDAs l'emportent sur les effets économiques en termes de revenu et que ces effets institutionnels soient plus forts en ce qui concerne les plus pauvres.

L'utilisation. En moyenne, les participants ont utilisé 50% de leur potentiel d'équivalence (*match-eligibility*).

4.3. Questions et discussion

Les pauvres parviennent-ils à épargner via les IDAs ? Les participants à l'ADD ont épargné environ 21 dollars par mois (ligne Ce du Tableau 3), ont effectué des dépôts tous les deux

mois (ligne Al du Tableau 1) et ont épargné environ 1 dollar sur les 2 dollars pouvant bénéficier d'une équivalence. Avec un taux d'équivalence de 1,78:1, l'accumulation moyenne à travers les IDAs était d'environ 700 dollars par an.

La possibilité que les pauvres – et même les très pauvres – parviennent à épargner ne peut être ignorée. Les IDAs pourraient potentiellement stimuler l'épargne et l'accumulation d'actifs pour certaines personnes pauvres.

Les pauvres ont-ils pleinement profité des avantages des IDAs ? En moyenne, les participants à l'ADD n'ont pas fait valoir 470 dollars pouvant bénéficier d'une équivalence. Pourtant, les pauvres épargnant via les IDAs ne diffèrent pas beaucoup des non-pauvres épargnant via les IRAs. Par exemple, 90% des personnes pouvant bénéficier des IRAs dans une année donnée n'y ont pas apporté de fonds (Bernheim, 1997). Parmi les utilisateurs des IRAs, un tiers épargne le montant maximal en trois années consécutives. De même, en ce qui concerne les IDAs proposés dans le cadre de l'ADD, exactement un tiers des utilisateurs a épargné le montant maximal.

Les pauvres ont-ils épargné plus avec les IDAs qu'en leur absence ? Les données de l'ADD ne peuvent apporter une réponse à cette question.

Les IDAs font-ils suffisamment la différence ? Pour les non-pauvres, quelques centaines de dollars, voire même quelques milliers, ne constituent pas une grosse somme. Les participants à l'ADD utilisent les IDAs, toutefois, pour acquérir des actifs dont les rendements espérés sont élevés et qui marquent des étapes de vie importantes. Plus encore, ils affirment, lors d'études qualitatives, que les IDAs améliorent leurs perspectives. Il s'ensuit que ce qui compte n'est pas tant le montant épargné que le processus d'épargne (et plus simplement son existence).

Lors de l'inscription, l'actif liquide médian était de 125 dollars (la médiane est plus représentative que la moyenne du fait des valeurs extrêmes ; voir Schreiner *et al*., 2002). L'actif illiquide médian (essentiellement des logements et des voitures) était de 2 500 dollars, la dette était de 2 875 dollars et l'actif net était de 360 dollars (l'actif net médian ne correspond pas à la différence entre l'actif médian et le passif médian). Si l'ensemble des dépôts nets avait été utilisé pour des retraits avec équivalence, alors le participant moyen aurait accumulé 1 554 dollars via les IDAs (avec 2 886 dollars pour les épargnants). Ainsi, les montants accumulés via les IDAs, considérés comme faisant partie de l'actif, sont importants, même dans le cas d'un rééchantillonage des dépôts IDA.

Pourquoi les retraits sans équivalent sont-ils aussi courants et si importants ? Les données de l'ADD ne fournissent pas de réponse immédiate mais au moins deux explications sont possibles. D'une part, certains participants subsistent à peine et ont des revenus et/ou dépenses fortement variables. Une chute du revenu (ou une explosion des dépenses à cause d'une perte d'emploi ou d'une maladie) fait alors que les besoins à court terme l'emportent sur les coûts d'opportunité à long terme lié à la non-épargne via les IDAs. D'autre part, certains participants peuvent s'avérer myopes.

Les programmes IDAs doivent-ils restreindre les retraits sans équivalence ? Lors de l'inscription, certains participants qui s'inquiètent de la possibilité d'être tentés d'effectuer des retraits pour la consommation pourraient apprécier des restrictions. En effet, Moore *et al*. (2001) relatent que certains participants à l'ADD semblaient apprécier les restrictions

informelles liées aux retraits sans équivalence. Il n'en reste pas moins que des urgences récurrentes font partie de la vie des pauvres. Leur rendre l'argent inatteignable serait l'une des rares manières par laquelle les IDAs pourraient être néfastes.

Pourquoi autant de épargnants faibles ? Etant donné le contexte de soutien associé aux IDAs, le nombre d'épargnants faibles – tout comme le nombre des retraits – était surprenant. Bien sûr, épargner n'est jamais facile pour les pauvres et l'existence d'une certaine part d'épargnants faibles est inévitable, mais trois changements de politique et de conception de programme pourraient être utiles. Premièrement, l'accès permanent aux IDAs rendrait discutable la question puisque tout le monde pourrait avoir un IDA même si son solde était nul. Les individus utiliseraient à leur propre rythme les IDAs. Deuxièmement, certains programmes au sein de l'ADD excluaient ceux effectuant des dépôts trop faibles ou peu fréquents. Bien que cela augmente les fonds destinés aux équivalences, si l'objectif des IDAs consiste en une amélioration long terme du bien-être, il est peu judicieux d'interdire l'accès à ceux qui, précisément, ont le plus de mal à épargner. Ce n'est pas parce que les mêmes montants ne sont pas épargnés durant les mêmes périodes par tous que les épargnants faibles ne peuvent pas bénéficier d'un accès plus large à l'épargne subventionnée. Enfin, les programmes pourraient identifier les facteurs liés aux épargnants faibles afin de mieux cibler l'attention sur ceux-ci (Schreiner et Sherraden, 2002).

5. Qui, parmi les pauvres, épargne via les IDAs ?

Cette section s'intéresse aux caractéristiques des participants aux IDAs associées aux résultats de l'épargne. La question de savoir si les IDAs conviennent mieux à certaines personnes est importante pour deux raisons. D'une part, les IDAs pourraient être soit universels soit ciblés (par exemple, destinés uniquement aux *working poor*). D'autre part, parce que les IDAs requièrent une épargne des participants, certains s'inquiètent que les IDAs pourraient fonctionner mais seulement pour les plus avantagés parmi les pauvres. L'ADD montre que même si les plus avantagés épargnent parfois plus que les autres, les personnes désavantagées peuvent tout de même épargner via les IDAs.

5.1. Caractéristiques démographiques et socio-économiques

Une première régression examine les liens entre une variété de caractéristiques des participants et des programmes et la probabilité d'être un épargnant (Probit). Pour ces derniers, une deuxième régression lie ces mêmes caractéristiques au DNMM, le niveau des dépôts nets mensuels moyens (méthode des moindres carrés ordinaires). Ces deux étapes contribuent à corriger les facteurs non observés influant sur le DNMM (Schreiner *et al*., 2002). Les régressions utilisent les données enregistrées à l'inscription. Afin de corriger l'effet d'une causalité à double sens entre les caractéristiques des programmes et les anticipations faites par le programme à propos des comportements des participants (ainsi qui d'autres caractéristiques non observées au niveau du programme), les deux régressions incluent des effets de programme donnés. La régression par la méthode des moindres carrée ne teste pas la censure de l'épargne que constitue le plafond d'équivalence.

Une régression de degré zéro a été appliquée aux valeurs manquantes. Le Probit est significatif avec $p = 0,01$ et R^2 est égale à 0,36. Une série de tableaux illustrent les résultats des deux régressions de ce chapitre. L'ensemble des résultats est disponible sur demande.

Sexe. Environ 80% des participants à l'ADD étaient de sexe féminin. Le sexe n'est pas associé à la probabilité d'être un épargnant ou au DNMM des épargnants (Tableau 5).

Groupe ethnique. Environ 47% des participants à l'ADD étaient afro-américains, 37% étaient blancs, 9% étaient hispaniques, 3% d'indiens d'Amérique, 2% étaient d'origine asiatique et 3% étaient « autres ». Dans la régression Probit des « épargnants », il ressort que les américains d'origine asiatique et ceux appartenant à la catégorie « autres » ont une probabilité d'être des épargnants de 17% et 16% supérieure à celle des blancs. Relativement à ces derniers, les indiens d'Amérique ont une probabilité d'être des épargnants inférieure de 13%. Les blancs, les afro-américains et les hispaniques ont à peu près la même probabilité d'être épargnants. Dans la régression de « DNMM » par la méthode des moindres carrés, la seule estimation significative affirme que les afro-américains ont épargné environ 6 dollars de moins par mois.

Bien sûr, ces associations ne sont pas dues au groupe ethnique en soi mais plutôt à une constellation de facteurs non observés et socialement produits (cristallisés à travers les siècles) liés à la fois à l'épargne et aux groupes ethniques. Dans un modèle parfait qui parviendrait à tout tester, le lien estimé entre groupe ethnique et épargne serait nul.

Dans les régressions, les facteurs observés expliquent environ 80% de l'écart. Cependant, le chiffre de 20% reste beaucoup. La plupart des analyses attribuent à la discrimination toute différence dans les résultats corrélés avec les facteurs non observés corrélés avec le groupe ethnique. Ceci est juste, mais cela néglige que les différences dans les résultats corrélés avec les facteurs *observés* corrélés avec le groupe ethnique sont *également* dues à la discrimination. Avec plus de données, la corrélation entre les résultats et les facteurs non observés diminuerait mais ceci n'implique pas une baisse de la discrimination. En fin de compte, ce qui importe est une amélioration inclusive en termes de bien-être à long-terme. Cela passe par des politiques visant à resserrer les écarts entre les facteurs observés et les facteurs non observés afin de diminuer les écarts entre l'épargne et l'accumulation d'actifs.

Les IDAs favorisent-ils une telle réduction des écarts ? Les données de l'ADD ne révèlent pas si les groupes désavantagés avaient augmenté leur épargne plus que ne l'ont fait d'autres groupes (ni même si les IDAs étaient parvenus à augmenter l'épargne de quiconque). Toutefois, il est quasiment impossible d'affirmer que les IDAs avaient dégradé le ratio de richesse entre les afro-américains et les blancs. Par exemple, le blanc moyen de l'ADD a participé durant 27,5 mois alors que l'afro-américain moyen a participé durant 24,4 mois. Avec un taux d'équivalence de 1,78:1, dans le pire des cas, les dépôts des afro-américains (12,94 dollars par mois) provenaient d'une permutations d'actifs et les dépôts des blancs (23,11 dollars) provenaient d'une épargne nouvelle. Même dans ce cas, le ratio de richesse nette entre ces deux groupes de participants à l'ADD tomberait d'environ 5,3:1 au moment de l'inscription (5 486 dollars pour les blancs versus 1 037 dollars pour les afro-américains) à 4,5:1 (7 253 versus 1 600) à la fin de l'ADD (même si, dans cet exemple, l'écart absolu augmente). Les IDAs n'ont pas la prétention d'être une panacée en termes d'écarts de richesse entre les groupes ethniques, bien qu'ils semblent avoir amélioré l'équité de plusieurs manières et peuvent certainement améliorer l'accès aux mécanismes institutionnalisés d'épargne pour les pauvres quelque soit leur groupe ethnique. Néanmoins, beaucoup reste à faire, y compris au sein même des programmes IDA.

Education. Environ 84% des participants à l'ADD avaient terminé leurs études secondaires et 24% avaient un diplôme d'études supérieures. Globalement, les participants ayant un diplôme

supérieur avaient plus de chances d'être des épargnants mais l'éducation n'est pas liée au DNMM.

Emploi. Les programmes de l'ADD visant les *working poor*, la plupart des participants étaient employés : 82% travaillaient soit à temps plein soit à temps partiel. Relativement aux participants sans emploi, les étudiants ayant un travail avaient plus de chances d'être des épargnants (de 22%) et les étudiants sans emploi ont épargné environ 9 dollars par mois.

Perception de prestations sociales. Environ 51% des participants à l'ADD recevaient une forme ou une autre de prestations sociales – telles l'AFDC[5], le TANF[6], les *food stamps*[7], et/ou le SSI[8] ou le SSDI[9] – soit avant soit après l'inscription. En contrôlant les autres facteurs de la régression, la perception de prestations sociales n'est pas corrélée avec les résultats de l'épargne (Tableau 6). Bien que ce résultat ne soit pas définitif, cela laisse présager que même les plus pauvres parviennent à épargner via les IDAs (Zhan *et al*., 2003).

Revenu. En moyenne, les participants à l'ADD se situaient à 116% du seuil de pauvreté (avec une médiane à 106%). Environ 88% des participants se situaient en dessous de 200% du seuil. Dans les régressions, le revenu n'a de liaison forte ni avec le fait d'être un épargnant ni avec le DNMM (les deux coefficients statistiquement significatifs dans le Tableau 6 sont très faibles). De plus, sur l'ensemble des participants, le taux d'épargne a baissé avec la hausse du revenu, mais les plus pauvres ont épargné une part plus grande de leurs revenus via les IDAs relativement aux moins pauvres. Ce n'est pas quelque chose que la théorie économique ainsi que les données pour les Etats-Unis (Wolff, 1998) auraient prédits.

Comment expliquer cela ? Premièrement, une pléthore de questions liées à la mesure compriment la mesure du revenu des plus pauvres relativement à celui des moins pauvres (Schreiner *et al*., 2001), ce qui pourrait conduire à une fausse corrélation négative entre le revenu et le taux d'épargne. Deuxièmement, l'interdiction de constituer une épargne au-delà du plafond d'équivalence pourrait également conduire à une fausse corrélation négative. Troisièmement, les caractéristiques institutionnelles des IDAs – les équivalences, les cibles, les dates butoirs, l'éducation financière et le soutien des personnels – pourraient non seulement avoir fait de l'ombre à l'effet économique du revenu mais surtout avoir été plus important en ce qui concerne les plus pauvres (Sherraden *et al*., 2003). Par exemple, l'attraction exercée par la cible d'épargne pourrait être plus forte pour ceux qui en sont le plus éloignés. De même, l'équivalence est une part plus importante des ressources totales des plus pauvres relativement aux moins pauvres. Par ailleurs, les très pauvres pourraient avoir plus à apprendre sur pourquoi ou comment épargner et pourraient donc plus changer leur comportement en réponse à l'éducation financière reçue. Enfin, les très pauvres ont un besoin

[5] Note du traducteur : l'AFDC (Aid for Families with Dependent Children), issue de la loi sur la sécurité sociale (Social Security Act) de 1935, est délivré par l'Administration for Children and Families (ACF) de l'US Department of Health & Human Services et correspond à peu près à l'ASF (Allocation de Soutien Familial) en France.

[6] Note du traducteur : le TANF (Temporary Assistance for Needy Families), également délivré par l'ACF, remplace depuis 1997 l'AFDC. Voir également l'article de Barr dans ce volume.

[7] Note du traducteur : les *food stamps*, littéralement les « timbres-nourriture », assurant que les allocations soient utilisées dans l'achat de nourriture, constituent l'instrument principal du Food Stamp Program du Food & Nutrition Service de l'US Department of Agriculture.

[8] Note du traducteur : le SSI (Supplemental Security Income), dépendant du US Social Security Administration, est un complément de revenu dépendant de la situation financière du bénéficiaire.

[9] Note du traducteur : le SSDI (Social Security Disability Insurance), dépandant également du US Social Security Administration, est une assurance générale d'invalidité.

plus important de soutien social. Ces trois facteurs – bruit lié à la mesure, la censure et les effets institutionnels – jouent probablement à la fois, mais les données de l'ADD ne permettent pas les démêler. Reste que la leçon de fond est qu'un faible revenu n'impliquait pas nécessairement moins d'épargne via les IDAs.

Actifs. Les participants à l'ADD ayant épargné par le passé – comme en témoigne, lors de l'inscription, la présence d'un compte chèques, d'un logement ou d'une voiture – avaient une plus faible probabilité d'être des épargnants bien que, étant épargnants, ils n'ont pas épargné plus (Tableau 7). En outre, la probabilité d'être un épargnant s'est accrue (jusqu'à un certain point) selon le solde des comptes d'épargne et des comptes chèques. La possession d'un livret (*passbook account*) – quelqu'en soit le solde – était associé à une plus faible probabilité d'être un épargnant et à une baisse du DNMM. L'ADD ne montre pas pourquoi les anciens épargnants avaient plus de succès : peut-être, avaient-ils plus d'actifs à permuter ou bien préféraient-ils les banques, ou peut-être la présence d'un passé d'épargne est le fait de caractéristiques non observées qui augmentent l'épargne via les IDAs. Dans tous les cas, les résultats n'indiquent pas que ceux qui n'ont jamais épargné ne parviennent pas à épargner via les IDAs – il est clair que certains y parviennent. Mais il est également clair que ceux qui ont déjà épargné avec succès via d'autres instruments ont tendance à rencontrer un succès avec les IDAs.

Dettes. Les participants ayant des dettes (quelque soit le montant) avaient environ 7% de moins de chances d'être des épargnants et, étant épargnants, sont parvenus à épargner 2,30 dollars de moins par mois. L'ADD renforce l'idée courante selon laquelle la dette inhibe l'épargne.

Autres facteurs. Les régressions prenaient en compte de nombreuses autres caractéristiques des participants qui, dans un souci de synthèse, ne sont pas discutées ici. Les résultats détaillés sont disponibles sur demande.

6. Comment les IDAs fonctionnent-ils ?

Les liens entre l'épargne et la structure institutionnelle des IDAs importent pour deux raisons. D'une part, l'accumulation d'actifs ne dépend pas seulement des goûts personnels mais des contraintes et opportunités offertes par les institutions (Sherraden, 1991). D'autre part, la politique affecte les institutions.

Cette section examine cinq aspects institutionnels des IDAs. Premièrement, la présence d'une équivalence – au-delà de son incitation économique – peut signaler que l'épargne vaut la peine. Deuxièmement, les individus peuvent mentalement faire du plafond d'équivalence – techniquement, une limite – un objectif, auquel cas des plafonds plus élevés pourraient amener à une épargne plus élevée. Troisièmement, l'existence d'une date butoir pourrait aider les participants de ne pas temporiser. Quatrièmement, bien que les modèles économiques ne supposent généralement pas l'existence d'un besoin d'apprentissage, l'éducation financière pourrait accroître les connaissances à la fois des techniques et des bénéfices de l'épargne. Enfin, les virements (*direct deposits*) réguliers pourraient faciliter l'épargne en la rendant automatique et protégeraient de toute tentation de dépense.

Les mêmes régressions en deux étapes examinent les liens entre la probabilité d'être un épargnant (Probit) et le niveau d'épargne des épargnants (moindres carrés) et les variables

suivantes : taux d'équivalence, cibles d'épargne, types d'échéances, virements et éducation financière.

6.1. Les taux d'équivalence

Dans l'ADD, 29% des participants bénéficiaient d'un taux d'équivalence de 1:1, 52% avaient un taux de 2:1, 16% un taux de 3:1 et 6% un taux variant être 4:1 et 7:1. Selon la théorie économique, des taux d'équivalence élevés augmentent l'épargne (« effet de substitution ») car la consommation devient relativement plus chère que l'épargne. Mais des taux d'équivalence élevés diminuent également l'épargne (« effet de revenu ») car une moindre épargne est nécessaire pour atteindre un niveau donné d'accumulation d'actifs. L'effet net est donc ambigu.

Quelques soient les effets des institutions et des considérations économiques, la censure d'une épargne désirée au-delà du plafond d'équivalence rend moins significative toute corrélation mesurée entre les taux d'équivalence et l'épargne. Un tiers des épargnants de l'ADD se situaient au plafond mais cette analyse ne prend pas en compte la censure.

Les effets institutionnels et les effets de substitution jouent dans le sens d'un lien positif entre les taux d'équivalence et le DNMM mais les effets de revenu et les effets de censure diminuent ce lien (pouvant le rendre négatif) ;

Taux d'équivalence et épargnants. S'agissant de la probabilité d'être un épargnant, les effets de censure et les effets de revenu sont sans importance. Relativement aux taux d'équivalence de 1:1, des taux de 4:1 à 7:1 étaient associés à une forte probabilité d'être un épargnant (Tableau 8). D'autres régressions – non retracées ici – montrent que les taux de 2:1 et de 3:1 étaient également associés à une forte probabilité d'être un épargnant. Etant donné que les effets institutionnels et les effets de substitution sont les seuls à jouer ici, ces résultats ont un sens. Des taux plus élevés augmentent les coûts d'opportunité associés au fait de ne pas épargner et augmentent donc la probabilité d'une quelconque épargne.

Taux d'équivalence et épargne. Dans la régression, les épargnants au taux de 1:1 ont épargné environ 9 dollars de *plus* que les épargnants aux taux de 2:1 ou 3:1 et environ 12,70 dollars de *plus* que ceux aux taux compris entre 4:1 et 7:1 (Tableau 8). Apparemment, les effets de revenu et la censure l'emportent sur les effets de substitution et les effets institutionnels. Pour les participants ayant des objectifs d'accumulation fixés (comme par exemple un acompte sur une maison), un taux d'équivalence élevé permet d'atteindre l'objectif avec moins d'épargne.

6.2. Les cibles d'épargne

Tous les dépôts ne dépassant pas le *plafond d'équivalence* (*match cap*) peuvent potentiellement bénéficier d'une équivalence. La *cible mensuelle d'épargne* est le plafond divisé par le nombre de mois pendant lesquels des dépôts pouvant bénéficier d'une équivalence sont effectués. Voir en cela une *cible* est conforme à l'idée que les participants peuvent transformer les plafonds en cibles ainsi qu'au fait que nombreux programmes de l'ADD conseillaient à leurs participants d'essayer d'effectuer des dépôts mensuels correspondants à ces sommes.

En moyenne, la cible mensuelle d'épargne de l'ADD était de 42 dollars et le DNMM en constituait environ la moitié. Dans les régressions, des cibles plus élevées étaient fortement

associées à la fois à une probabilité élevée d'être un épargnant et, pour les épargnants, à un DNMM plus élevé (Tableau 8). Deux facteurs peuvent expliquer ceci :

- Les effets institutionnels à travers lesquels les participants transforment les limites en objectifs. Les personnes faisant face à un défi de limite/objectif plus élevé pourraient épargner plus.

- Des dépôts nets désirés sont souvent interdits ce qui peut donner l'impression d'une corrélation positive entre l'épargne et les plafonds d'équivalence.

6.3. Les dates butoirs

En théorie, les dates butoirs importeraient de deux manières opposées. D'abord, des échéances annuelles pourraient aider les temporisateurs à épargner régulièrement (presque tous les conseillers financiers estiment que, relativement à l'épargne irrégulière, l'épargne régulière conduit à une plus forte accumulation). Ensuite, des dates butoirs « tout au long de la vie » pourraient favoriser des dépôts très larges dès lors que les participants bénéficient d'un flux entrant important. Ceci étant, pour des échéances annuelles, les dépôts « excessifs » d'une année peuvent être reportés à l'année suivante, d'où un avantage en apparence faible des dates butoirs « tout au long de la vie ».

Le Tableau 8 montre, cependant, que les participants à l'ADD ayant des échéances « tout au long de la vie » avaient 1,4% moins de chances d'être des épargnants et que ceux-là avaient épargné 7,60 dollars de plus par mois. Les raisons de cela sont peu claires.

6.4. Les virements automatiques

En théorie, les virements automatiques devraient améliorer les résultats de l'épargne puisqu'ils évitent à l'épargnant le poids du choix mensuel d'épargner ou non et réduisent les coûts de transaction. Les données de l'ADD ne contiennent pas des informations quant à l'*accès* (en opposition avec l'*usage*) aux virements automatiques au sein de l'ADD. Du point de vue des participants, l'utilisation des virements automatiques était associée à une plus forte probabilité d'être un épargnant (un effet énorme de 19%) mais non associée à une épargne plus importante.

6.5. L'éducation financière

Outre les équivalences, une caractéristique clé des IDAs consiste en une obligation d'éducation financière. L'expérience des plans 401(k) (Bernheim et Garrett, 1996 ; Bayer, Bernheim et Scholz, 1996) montre que l'éducation financière augmente la probabilité de participation (pouvant être apparentée au fait d'être un épargnant) et que les effets les plus larges concernent les employés au revenu faible ainsi que ceux ayant peu épargné auparavant.

Dans l'ADD, les objectifs globaux des cours d'éducation financière générale étaient les suivants :

- Une plus importante prise de conscience que l'épargne constitue un choix sage via des discussions de ses bénéfices à long terme ;

- Une plus forte orientation vers le futur via des exercices de planification et de gestion ;

- Un enseignement de techniques pratiques permettant de trouver des ressources à épargner, de les déposer dans les IDAs et de les y laisser ;

- La communication des règles des IDAs ;

- La mise en place d'un cadre permettant le soutien des pairs et l'échange des expériences.

Les heures suivies par chacun des participants sont retracées dans l'ADD (Schreiner *et al*., 2001, discutent ces données de manière détaillée). En moyenne, 12 heures étaient requises et la participation aux cours était en moyenne de 10,4 heures.

Etant donné que les participants quittant l'ADD avaient moins d'opportunités de suivre ces cours d'éducation financière, la régression Probit de la probabilité d'être un épargnant n'intègre pas les heures d'éducation financière. Dans la régression du DNMM par la méthode des moindres carrés, les dépôts nets augmentent d'1 dollar par mois et par heure d'éducation financière générale et ce, dans une limite de 10 heures. Au-delà de ce seuil, une hausse de l'éducation financière générale n'a aucun effet. Cela suggère qu'un peu d'éducation financière améliore les résultats l'épargne. En outre, des cursus courts pourraient être autant efficaces que les cursus longs.

7. Que coûtent les IDAs ?

Une allocation sage de ressources rares requiert une certaine connaissance des coûts. Toutes les ressources ont des coûts d'opportunité – un dollar utilisé dans un IDA est un dollar qui ne sert pas (du moins, implicitement) une autre fin. Ce qui compte, ce n'est pas tant que les IDAs soient bénéfiques pour les participants, ni même que les IDAs soient bénéfiques pour la société dans son ensemble. En effet, ce qui compte, c'est plutôt que les bénéfices sociaux nets de l'allocation de ressources aux IDAs soient supérieurs aux bénéfices sociaux nets d'une allocation alternative.

Les données sur les coûts de l'ADD sont inégales et ne peuvent pas être recoupées. Par ailleurs, certains programmes ont parfois négligé d'enregistrer les données relatives aux coûts. Dans ce contexte, cette section s'intéresse à quelques estimations simples provenant d'un site ayant étudié ses coûts durant les 33 premiers mois. Les coûts de ce site étaient probablement plus élevés que ceux d'un programme IDA « typique » car il s'agit de l'un des premiers programmes ayant connu par ce fait des dépenses supplémentaires en termes de mise en route, de travail politique et de conduite des autres programmes. La constitution des données pour le compte de l'ADD rajoutait de surcroît des coûts. Les résultats principaux étaient (Schreiner, 2002) :

- Un mois de participation d'un participant a coûté (hors mis les équivalences) environ 64 dollars ;

- Avec des dépôts nets de 29 dollars par mois, chaque dollar épargné comportait un coût social d'environ 2,20 dollars ;

- Avec un taux d'équivalence moyen de 1,5:1, 1 dollar d'accumulation d'actifs a coûté environ 1,50 dollars à la société.

Ces estimations ignorent les coûts non financiers ainsi que des bénéfices de toute sortes. Elles reposent sur un grand nombre de mesures imprécises, un certain nombre d'hypothèses héroïques et des franches conjectures. Elles ignorent également de nombreux aspects du panier d'inputs et d'outputs que sont les IDAs. Enfin, la marge d'erreur est inconnue.

Les coûts sont-ils élevés ou ne le sont-ils pas ? Il n'existe pas de référence permettant d'en juger. Le critère ultime serait de savoir si les bénéfices excèdent les coûts mais les bénéfices n'ont pas encore été mesurés. De plus, la possible efficience des programmes IDA est inconnue. Les IDAs sont jeunes et les « meilleures pratiques » évoluent encore. Néanmoins, des mesures des coût peuvent servir la politique en l'absence de mesures des bénéfices en établissant un repère et en attirant l'attention vers la question de l'efficience.

Bien que les coûts moyens aient diminué avec le temps et que ces estimations approximatives ont pu constituer un biais à la hausse, les IDAs restent coûteux. Ainsi, par exemple, même si les coûts descendaient à 1 dollar par dollar de dépôt net, les financiers de l'opération – en particulier, le gouvernement fédéral, le seul pouvant assurer le financement d'une politique d'IDAs permanente et universelle – auraient du mal à continuer leur soutien avec le panier actuel de services et sa structure décentralisée même si les bénéfices sociaux s'avèrent plus importants que les coûts.

En même temps, les données qualitatives de l'ADD suggèrent que les participants accordent une place importante à l'éducation financière et au contact avec les personnels. La tension entre le désir de services intensifs et les structures de coûts permettant un accès large pourrait conduire à l'émergence d'une conception des IDAs à deux niveaux : le premier avec un accès large, des services simples et des coûts plus faibles, le second avec un accès ciblé, des services intensifs et des coûts plus élevés (Sherraden, 2000).

8. Résumé et discussion politique

Echapper à la pauvreté requiert une accumulation d'actifs. On trouve aux Etats-Unis de nombreuses politiques subventionnant l'épargne mais celles-ci excluent souvent les pauvres parce que ces derniers s'appuient sur la richesse existante, opèrent avec des avantages fiscaux ou s'endettent. Les Individual Development Accounts (IDAs) constituent une proposition de politique nouvelle visant à faciliter l'accumulation d'actifs de la part des pauvres en l'absence de ces aspects. Les retraits des IDAs bénéficient d'un financement par équivalence s'ils servent l'achat d'un logement, l'éducation post-secondaire ou le travail indépendant. Les participants reçoivent également une éducation financière et du soutien de la part des personnels des IDAs.

8.1. Résumé des résultats de l'Amercian Dream Demonstration

Les pauvres peuvent épargner via les IDAs. Les 2 353 participants à l'ADD ont épargné, en moyenne, 20,71 dollars par mois. Ils ont effectué des dépôts tous les deux mois et ont utilisé la moitié de leurs possibilités d'équivalence. Bénéficiant d'une équivalence de 1,78:1, le participant moyen a accumulé environ 58 dollars par mois (soit 700 dollars par an) via les IDAs.

Même les très pauvres parviennent à épargner via les IDAs. Sur certains aspects, les participants à l'ADD étaient plutôt avantagés relativement à la population à faible revenu mais sur d'autres ils ne l'étaient pas. Sur certains points – tels la propriété d'actifs – les participants les moins pauvres ont épargné plus que les participants très pauvres. Cependant, le sexe, le revenu et le fait de bénéficier de prestations sociales ne sont pas corrélés aux résultats de l'épargne. En fait, la part du revenu épargnée via les IDAs était plus élevée pour les plus pauvres relativement aux moins pauvres. Ceci s'explique en partie par des effets institutionnels agissant plus fortement sur les plus pauvres.

Les fossés ethniques de richesse subsistent. Les membres de tous les groupes ethniques sont parvenus à épargner via les IDAs mais des écarts considérables entre groupes existent. Bien que les IDAs aient permis une baisse du ratio entre l'actif net des blancs et l'actif net des afro-américains, la structure de l'inégalité des résultats est troublante puisqu'elle représente un potentiel d'accumulation d'actifs perdu notamment pour les afro-américains et les indiens d'Amérique. Des travaux à venir devront déterminer pourquoi tel est le cas et ce qui pourrait être fait pour favoriser l'inclusion.

Les institutions comptent. La structure institutionnelle de IDAs – taux d'équivalence, cibles d'épargne, dates butoirs et éducation financière – est fortement associée aux résultats de l'épargne. Par exemple, des taux d'équivalence plus élevés sont associés à une plus grande probabilité d'épargner quelque chose mais, si l'épargne est constituée, à des niveaux plus faibles d'épargne. La probabilité d'épargner quelque chose augmente également avec l'utilisation des virements automatiques. Enfin, chaque heure supplémentaire d'éducation financière – dans une limite de 10 heures – est liée à une hausse d'1 dollar de dépôts nets mensuels.

Les IDAs sont coûteux. Les IDAs coûtent beaucoup car de nombreux programmes fournissent beaucoup de services personnels. Dans la longue période, deux types de programmes semblent probables. Alors que le premier serait universel, permanent et conçu pour fonctionner à un faible coût, le second serait local et temporaire, offrant plus de services mais à un coût plus élevé.

8.2. Discussion politique

Cette dernière section discute des questions larges impliquées dans les politiques d'IDA, spéculant souvent au-delà de l'étendue des données fournies par l'ADD.

Les IDAs peuvent-ils faire du tord aux pauvres ? Certains s'inquiètent du supplément de difficultés que les IDAs apporteraient aux pauvres. Après tout, épargner signifie ne pas consommer et donc, du moins à court terme, ceux qui épargnent consomment moins ce qui, toute choses étant égales par ailleurs, implique une détérioration de leur situation. Les épargnants font ce sacrifice à court terme en anticipant que cela améliorera leur bien-être sur la longue période. Bien sûr, l'épargne peut être exagérée, mais l'épargne via les IDAs est volontaire : personne n'est obligé de participer et des retraits sans équivalent sont possibles à tout moment. L'ADD fournit peu d'indications quant au fait que les équivalences des IDAs avaient obligé les participants de se faire du mal en épargnant trop. Le revenu et l'obtention de prestations sociales étaient non liés aux résultats de l'épargne, ce qui indique que même les très pauvres peuvent épargner.

Comment l'importance des institutions se fait-elle sentir ? Les explications institutionnelles des performances d'épargne sont utiles du fait de leurs implications politiques potentielles. L'ADD montre que les institutions jouent mais le conseil en termes de politique publique et de conception des programmes requiert non seulement de savoir que les institutions comptent mais surtout *comment* elles comptent. Les pauvres utilisent-ils les IDAs parce que l'équivalence fournit un taux de rendement important ? Les utilisent-ils grâce aux incitations et opportunités sociales et psychologiques fournies par les personnels et les pairs ainsi que grâce au message selon lequel les actifs comptent même pour les pauvres ? Ou les utilisent-ils afin de faciliter un engagement d'épargne mensuelle grâce aux objectifs réguliers et aux pénalités implicites liées aux retraits sans équivalence ? Il est probable que l'ensemble de ces aspects institutionnels joue mais le poids de chacun de ceux-ci est inconnu.

Les IDAs replaceront-ils les allocations sociales ? Certains s'inquiètent que les IDAs vont drainer des fonds au détriment des allocations de subsistance en liquide. De plus, une série de coïncidences et de malentendus a amené certains législateurs de concevoir les IDAs comme une « assistance publique » plutôt que comme une « construction d'actifs » (Edwards et Mason, 2003). Mais il n'existe pas de données permettant d'étayer la thèse selon laquelle les IDAs profitent de fonds au détriment de l'assistance traditionnelle. En effet, les fonds des IDAs ne constituent qu'une goûte d'eau relativement à l'océan de fonds employés dans les allocations en liquide. En outre, les Etats qui financent les IDAs ne le font qu'à partir des fonds du TANF destinés à l'innovation ou aux périodes difficiles. Comme le note Sherraden (1991, p.294), l'assistance en liquide est « absolument essentielle ». Les prestations sociales visent à ce que les pauvres ne meurent pas de faim dans la courte période alors que les IDAs visent à aider le développement à long terme des individus.

Combien de temps un programme IDA doit-il durer ? La proposition originelle de Sherraden (1991) appelle de ses vœux la mise en place de comptes universels et permanents, ouverts dès la naissance, avec de plus grandes subventions pour les pauvres. En ce sens, les IDAs n'étaient pas destinés à devenir des « programmes » ayant une fin, pas plus que ne l'étaient les IRAs ou les plans 401(k). Dans la pratique, les IDAs ont eu une limitation temporelle car les avancées dans le domaine – financées en tant que démonstrations – ont pris le pas sur le développement des politiques (Edwards et Mason, 2003). Si, toutefois, l'objectif consiste en une amélioration à long terme du bien-être des pauvres, alors de nombreuses pratiques communes aux démonstrations – par exemple la mise en place de dates butoirs ou l'exclusion des épargnants faibles – sont contre-productives. Par contraste, les IRAs et les plans 401(k) n'excluent par des participants ou ne suspendent pas leurs avantages fiscaux parce que ces derniers épargnent trop peu ou arrêtent leurs contributions. Une meilleure conception permettrait aux participants aux IDAs d'épargner et de garder leurs soldes autant qu'ils le souhaiteraient. Certains participants se contenteraient d'épargner durant des années sans effectuer un retrait avec équivalence, en effectuant tantôt un dépôt, tantôt un retrait sans équivalence dans l'urgence. Mais tous auraient un compte, toujours disponible, avec des relevés annuels agissant comme de rappels doux des possibilités de l'épargne.

Références

Ackerman, Bruce et Anne Alstott (1999), *The Stakeholder Society*, New Haven : Yale Press

Bayer, Patrick J., Bernheim, B. Douglas et John Karl Scholz (1996), "The Effects of Financial Education in the Workplace: Evidence from a Survey of Employers", document de travail No. 5655, National Bureau of Economic Research

Bernheim, B. Douglas (1994), "Personal Saving, Information, and Economic Literacy: New Directions for PublicPpolicy", *in* American Council for Capital Formation (ed.), *Tax Policy for Economic Growth in the 1990s*, Washington, D.C.: American Council for Capital Formation, pp.53-78

Bernheim, B. Douglas (1997), "Rethinking Savings Incentives," *in* Alan J. Auerbach (ed.) *Fiscal Policy: Lessons from Economic Research*, Cambridge, MA : MIT Press, pp.259-311

Bernheim, B. Douglas et Daniel M. Garrett (1996), "The Determinants and Consequences of Financial Education in the Workplace: Evidence from a Survey of Households", document de travail No. 5667, National Bureau of Economic Research

Beverly, Sondra G., Moore McBride, Amanda et Mark Schreiner (2003), "A Framework of Asset-Accumulation Strategies", *Journal of Family and Economic Issues*, 24(2), pp.143-156

Beverly, Sondra G., Moore McBride, Amanda, Schreiner, Mark, et Michael Sherraden (1999), "Institutional Determinants of Savings: Implications for Low-Income Households and Public Policy," *Journal of Socio-Economics*, 28(4), pp.457-473

Conley, Dalton (1999), *Being Black, Living in the Red: Race, Wealth, and Social Policy in America*, Berkeley : University of California Press

Edwards, Karen et Lisa Marie Mason (2003), "State Policy Trends for Individual Development Accounts in the United States: 1993–2003", *Social Development Issues*, 25(1-2), pp.118-129

Friedman, Robert (1988), *The Safety Net as Ladder*, Washington, D.C. : Council of State Policy and Planning Agencies

Hamilton, Derrick et Ngina S. Chiteji (2002) "Family Connections and the Black-White Wealth Gap among the Middle Class", *Review of Black Political Economy*, 30(1), pp.9-28.

Haveman, Robert (1988), *Starting Even*, New York : Simon and Schuster

Lusardi, Annamaria (2000), "Explaining Why So Many Households Do Not Save," document de travail, University of Chicago

Maital, Shlomo (1986), "Prometheus Rebound: On Welfare-Improving Constraints," *Eastern Economic Journal*, 12(3), pp.337-344

Moore, Amanda, Beverly, Sondra, Schreiner, Mark, Sherraden, Michael, Lombe, Margaret, Cho, Esther Yin-Nei, Johnson, Lissa et Rebecca Vonderlack (2001), *Saving, IDA Programs, and Effects of IDAs: A Survey of Participants*, Research Report, Center for Social Development, Washington University in Saint Louis

Oliver, Melvin L. et Thomas M. Shapiro (1995), *Black Wealth/White Wealth*, New York : Routledge, 1995

Schreiner, Mark (2002), "What Do Individual Development Accounts Cost? The First Three Years at CAPTC", document de travail, Center for Social Development, Washington University in Saint Louis

Schreiner, Mark, Clancy, Margaret et Michael Sherraden (2002), *Savings Performance in the American Dream Demonstration: Final Report*, Center for Social Development, Washington University in St. Louis

Schreiner, Mark et Michael Sherraden (2002), "Drop-out from Individual Development Accounts: Prediction and Prevention", document de travail No. 02-2, Center for Social Development, Washington University in St. Louis

Schreiner, Mark, Sherraden, Michael, Clancy, Margaret, Johnson, Lissa, Curley, Jami, Grinstein-Weiss, Michal, Zhan, Min et Sondra Beverly (2001), *Savings and Asset Accumulation in Individual Development Accounts*, Center for Social Development, Washington University in Saint Louis

Shapiro, Thomas et Edward N. Wolff (2001), *Assets for the Poor: The Benefits of Spreading Asset Ownership*, New York : Russell Sage Foundation

Shefrin, Hersh M. et Richard H. Thaler (1988), "The Behavioral Life-Cycle Hypothesis," *Economic Journal*, 26, pp.609-643

Sherraden, Michael (1991), *Assets and the Poor*, Armonk, NY : M.E. Sharpe

Sherraden, Michael (1988), "Rethinking Social Welfare: Toward Assets," *Social Policy*, 18(3), pp.37-43

Sherraden, Michael (2000), "On Costs and the Future of Individual Development Accounts," Comment, Center for Social Development, Washington University in Saint Louis

Sherraden, Michael, Schreiner, Mark et Sondra Beverly (2003), "Income and Saving Performance in Individual Development Accounts", *Economic Development Quarterly*, 17(1), pp.95-112

Thaler, Richard H. (1994), "Psychology and Savings Policies," *American Economic Review*, 84(2), pp.186-192

Williams, Trina R. (2003) "Asset-Building Policy as a Response to Wealth Inequality: Drawing Implications from the Homestead Act", *Social Development Issues*, 25(1-2), pp.47-58

Wolff, Edward N. (1998), "Recent Trends in the Size Distribution of Household Wealth," *Journal of Economic Perspectives,* 12(3), pp.131-150

Zhan, Min, Sherraden, Michael et Mark Schreiner, "Welfare Recipiency and Savings Outcomes in Individual Development Accounts", document de travail, Center for Social Development, Washington University in Saint Louis

Tableau 1 : Inscription et dépôts bruts dans l'ADD

Ligne	Variable	Formule	Valeur
	Inscriptions		
Aa	Nombre de participants	Données	2 353
Ab	Cumul des mois de participation	Données	61 066
Ac	Durée moyenne de participation (en mois)	Ab/Aa	26
	Dépôts bruts		
Ad	Dépôts bruts (en dollars)	Données	2 874 311
Ae	Nombre de dépôts	Données	39 428
Af	Dépôt brut moyen (en dollars)	Ad/Ae	72,90
Ag	Nombre de participants au dépôt moyen	Données	2 341
Ah	Pourcentage des participants au dépôt moyen	(Ag/Aa)×100	99
Ai	Nombre de dépôts par participant au dépôt moyen	Ae/Ag	16,8
Aj	Dépôt brut par participant au dépôt moyen (en dollars)	Ad/Ag	1 228
Ak	Cumul des mois de participation des dépôts moyens	Données	31 526
Al	Fréquence de dépôt (en %)	(Ak/Ab)×100	52
Am	Dépôt brut par mois de participation (en dollars)	Ad/Ab	47,07
An	Dépôt brut par mois au dépôt moyen (en dollars)	Ad/Ak	91,17
Ao	Intérêt (en dollars, net de charges)	Données	40 668
Ap	Dépôts bruts plus intérêt (en dollars)	Ad+Ao	2 914 979

Source : MIS IDA. Les moyennes sont des ratios de moyennes

Tableau 2 : Retraits sans équivalence et dépôts excessifs dans l'ADD

Ligne	Variable	Formule	Valeur
	Retraits de soldes excessifs		
Ba	Retraits de soldes excessifs (en dollars)	Données	698 844
Bb	Nombre de retraits de soldes excessifs	Données	1 964
Bc	Retrait moyen de soldes excessifs (en dollars)	Ba/Bb	356
Bd	Nombre de participants effectuant le retrait moyen	Données	724
Be	Pourcentage des participants effectuant le retrait moyen	(Bd/Aa)×100	31
Bf	Nombre de retraits de soldes excessifs par participant effectuant le retrait moyen	Bb/Bd	2,7
Bg	Retraits de soldes excessifs par participant effectuant le retrait moyen (en dollars)	Ba/Bd	965
	Dépôts excessifs		
Bh	Soldes excessifs dépassant le plafond d'équivalence (en dollars)	Données	117 967
Bi	Nombre de participants ayant des soldes excessifs	Données	553
Bj	Pourcentage des participants ayant des soldes excessifs	(Bi/Aa)×100	24
Bk	Dépôts excessifs par participant ayant des soldes excessifs (en dollars)	Bh/Bi	213
	Retraits sans équivalence		
Bl	Retraits sans équivalence (en dollars)	Données	833 636
Bm	Nombre de retraits sans équivalence	Données	6 568
Bn	Retrait sans équivalence moyen (en dollars)	Bm/Bl	127
Bo	Nombre de participants ayant effectué un retrait sans équivalence	Données	1 586
Bp	Pourcentage de participants ayant effectué un retrait sans équivalent	(Bo/Aa)×100	67
Bq	Nombre de retraits sans équivalence par participant ayant effectué un retrait sans équivalence	Bm/Bo	4,1
Br	Retraits sans équivalence par participant ayant effectué un retrait sans équivalence (en dollars)	Bl/Bo	526

Source : MIS IDA. Les moyennes sont des ratios de moyennes

Tableau 3 : Dépôts nets dans l'ADD

Ligne	Variable	Formule	Valeur
	Dépôts nets		
Ca	Dépôts nets (en dollars)	Ap-(Ba+Bh+Bl)	1 264,53
Cb	Taux d'équivalence moyen sur dépôts nets	Données	1,89
Cc	Dépôts nets plus équivalence (en dollars)	Ca×(1+Cb)	3 657,46
Cd	Dépôts nets par participant (en dollars)	Ca/Aa	537,41
Ce	Dépôts nets mensuels moyens (DNMM) (en dollars)	Ca/Ab	20,71
Cf	Nombre de participants ayant des dépôts nets positifs	Données	1 416
Cg	Pourcentage de participants ayant des dépôts nets positifs	(Cf/Aa)×100	60
Ch	Dépôts nets par participant ayant des dépôts nets positifs (en dollars)	Ca/Cf	893
Ci	Nombre de mois de participation pour les participants ayant des dépôts nets positifs	Données	42 603
Cj	DNMM des participants ayant des dépôts nets positifs (en dollars)	Ca/Ci	29,00

Source : MIS IDA. Les moyennes sont des ratios de moyennes

Tableau 4 : Retraits avec équivalence et accumulation d'actifs dans l'ADD

Ligne	Variable	Formule	Valeur
	Retraits avec équivalence		
Da	Retraits avec équivalence (en dollars)	Données	799 684
Db	Nombre de retraits avec équivalence	Données	2 154
Dc	Retrait moyen avec équivalence (en dollars)	Da/Db	371
Dd	Nombre de participants ayant effectué un retrait avec équivalence	Données	821
De	Pourcentage de participants ayant effectué un retrait avec équivalence	(Dd/Aa)×100	35
Df	Nombre de retraits avec équivalence par participant ayant effectué un retrait avec équivalence	Db/Dd	2,6
Dg	Retraits avec équivalence par participant ayant effectué un retrait avec équivalence (en dollars)	Da/Dd	974
Dh	Taux d'équivalence moyen sur les retraits avec équivalence	Données	1,78
Di	Retraits avec équivalence plus équivalence (en dollars)	Données	2 226,07
Dj	Retrait moyen avec équivalence plus équivalence (en dollars)	Dh/Db	1 033
Dk	Retrait moyen avec équivalence plus équivalence par participant ayant effectué un retrait avec équivalence (en dollars)	Dh/Dd	2 711
	Solde pouvant bénéficier d'une équivalence		
Dl	Solde pouvant bénéficier d'une équivalence (en dollars)	Ca-Da	464 847, 38
Dm	Taux d'équivalence moyen sur les soldes pouvant bénéficier d'une équivalence	Données	2,08
Dn	Solde pouvant bénéficier d'une équivalence plus équivalence (en dollars)	Dl×(1+Dm)	1 431,39

Source : MIS IDA. Les moyennes sont des ratios de moyennes

Tableau 5 : Régressions entre sexe, groupe ethnique, éducation et emploi, et la probabilité d'être un épargnant et, pour ces derniers, le niveau d'épargne

	Probabilité d'être un épargnant				**DNMM des épargnants**		
Variable indépendante	Moyenne	Δ %	p-valeur		Moyenne	Δ $	p-valeur
Sexe							
Masculin	0,20				0,22		
Feminin	0,80	2,9	0,38		0,78	0,09	0,95
Groupe ethnique							
Indiens d'Amérique	0,03	-13,3	0,07		0,02	-3,7	0,38
Afro-américains	0,47	-2,6	0,45		0,39	-5,9	0,01
Blancs	0,37				0,43		
Hispaniques	0,09	7,9	0,13		0,10	2,6	0,30
Autres	0,03	16	0,04		0,03	1,1	0,76
Américains d'origine asiatique	0,02	17	0,08		0,03	0,5	0,90
Education							
Sans avoir terminé le lycée	0,16				0,13		
Ayant terminé le lycée ou obtenu un GED[10]	0,25	-0,1	0,99		0,22	1,18	0,58
Ayant suivi des cours universitaires sans l'obtention d'un diplôme	0,37	5,8	0,13		0,37	0,24	0,91
Ayant terminé un premier cycle	0,04	-0,9	0,90		0,03	-4,5	0,24
Ayant terminé université (premier ou deuxième cycle non spécifié)	0,11	17	0,01		0,14	1,25	0,65
Ayant terminé un second cycle	0,07	23	0,01		0,11	2,2	0,48
Emploi							
Chômeurs	0,05				0,04		
Employés à temps plein (> 35 heures par semaine)	0,59	6,0	0,30		0,60	1,8	0,55
Employés à temps partiel (< 35 heures par semaine)	0,23	7,1	0,23		0,23	4,8	0,13
Sans emploi, homemakers, retraités, invalides)	0,04	2,8	0,72		0,05	-2,4	0,54
Etudiants sans emploi	0,06	-1,4	0,85		0,04	9,0	0,03
Etudiants avec emploi	0,03	22	0,01		0,03	5,7	0,23

Moyennes calculées uniquement pour des observations non manquantes

[10] Note du traducteur : le General Eduational Development (GED) est un programme permettant aux adultes souvent déjà dans la vie active de compléter leur études secondaires en passant des examens équivalents à ceux marquant la fin du lycée ; le GED fut crée en 1942 pour les vétérans qui souhaitaient obtenir un diplôme leur permettant d'envisager des études universitaires.

Tableau 6 : Régressions entre bénéficiaires de prestations sociales et revenu permettant l'épargne et, pour ces derniers, le niveau d'épargne

	Probabilité d'être un épargnant				**DNMM des épargnants**		
Variable indépendante	Moyenne	Δ %	p-valeur		Moyenne	Δ $	p-valeur
Perception de prestations sociales							
TANF ou AFDC – jamais	0,62				0,64		
TANF ou AFDC – autrefois	0,38	-0,3	0,92		0,36	-1,81	0,21
TANF – actuellement	0,10	-3,8	0,43		0,08	1,74	0,53
Ne reçoivent pas de SSI/SSDI	0,89				0,89		
Reçoivent SSI/SSDI	0,11	2,8	0,58		0,11	2,60	0,30
Ne reçoivent pas de *food stamps*	0,83				0,84		
Reçoivent des *food stamps*	0,17	6,07	0,15		0,16	-3,1	0,18
Revenu du ménage (en dollars par mois)							
Revenu total	1 377				1 418		
Revenu récurrent (spline)	1 154				1 153		
0 à 800 dollars	666	-0,0071	0,32		654	0,0037	0,31
801 à 1600 dollars	363	0,0001	0,98		362	-0,0002	0,96
1601 dollars et plus	125	0,0030	0,54		137	0,0059	0,01
Revenu intermittent	223	0,0047	0,17		266	0,0051	0,01

Moyennes calculées uniquement pour des observations non manquantes

Tableau 7 : Résultats des régressions sur les actifs et le passif des épargnants et, pour ces dernier, le niveau d'épargne

	Probabilité d'être un épargnant				**DNMM des épargnants**		
Variable indépendante	Moyenne	Δ %	p-valeur		Moyenne	Δ $	p-valeur
Actifs liquides							
Possession d'un compte livret épargne							
Non	0,50				0,45		
Oui	0,50	-6,7	0,03		0,55	-3,1	0,06
Solde du compte d'épargne (en dollars)	220				282		
1 à 700 dollars	124	0,04	0,01		158	0,01	0,30
701 à 2200 dollars	76	-0,01	0,10		98	0,00	0,38
2201 dollars et plus	20	-0,01	0,57		26	0,01	0,43
Possession d'un compte chèque							
Non	0,36				0,25		
Oui	0,64	11	0,01		0,75	0,11	0,95
Solde du compte chèque (en dollars)	213				283		
1 à 1500 dollars	193	0,01	0,01		253	0,00	0,44
1501 dollars et plus	20	-0,01	0,47		29	0,00	0,39
Actifs non liquides							
Locataire	0,84				0,77		
Propriétaire	0,16	13	0,02		0,23	3,4	0,17
Pas de voiture	0,35				0,27		
Propriétaire de voiture	0,65	9,2	0,01		0,73	-0,1	0,98
Valeur des actifs non liquides (en dollars)	12 864	0,00	0,40		18 167	0,00	1,00
Passif							
Pas de dettes	0,32				0,31		
Dettes	0,68	-6,7	0,03		0,69	-2,3	0,15
Valeur du passif (en dollars)	9 797	0,00	0,13		12 987	0,00	0,19

Moyennes calculées uniquement pour des observations non manquantes

Tableau 8 : Résultats des régressions sur les aspects institutionnels des épargnants et, pour ces derniers, le niveau d'épargne

	Probabilité d'être un épargnant				**DNMM des épargnants**		
Variable indépendante	Moyenne	Δ %	p-valeur		Moyenne	Δ $	p-valeur
Taux d'équivalence							
1:1	0,29				0,30		
2:1	0,52	7	0,14		0,49	-9,1	0,01
3:1	0,16	12	0,17		0,17	-8,7	0,07
4:1 à 7:1	0,06	15	0,06		0,06	-12,7	0,01
Plafond d'équivalence							
Cible d'épargne mensuelle	42	0,22	0,04		42	0,64	0,01
Structure du plafond d'équivalence							
Annuelle	0,52				0,49		
« Tout au long de la vie »	0,48	1,4	0,84		0,51	7,6	0,04
Utilisation de virements automatiques vers les comptes IDAs							
Non	0,94				0,92		
Oui	0,06	19	0,01		0,08	-1,7	0,51
Nombre d'heures d'éducation financière générale							
Total (spline)	12,4				13,1		
Plus de zéro						1,8	0,78
1 à 10	9,5				9,9	1,0	0,03
11 à 20	2,3				2,7	0,07	0,79
21 et plus	0,6				0,6	0,32	0,27

Moyennes calculées uniquement pour des observations non manquantes